

1er-16 juillet
1997

N° 75

quatrième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

DANZAS
The worldwide Transportation Network

4 ans
sur le terrain...

tel/fax + 855/23 723464
Ctc: Christophe LEFEBVRE

intox et pressions

Brusque accélération. Tandis que les informations en provenance de Paris, où se tenait les 1er et 2 juillet la réunion du Groupe consultatif (les donateurs) sont plutôt bonnes (450 millions de dollars pour 1997-98), la tension entre PPC et Funcinpec monte encore un peu.

Escarmouches sérieuses le 2 juillet entre soldats Funcinpec et PPC à la base navale de Prek Taten proche de Phnom Penh, mouvements de troupes signalés, rumeurs sur des effectifs khmers rouges amenés en renfort par le Funcinpec (*voir interview p. 8*), informations contradictoires sur le sort de Pol Pot : intoxic et confusion accompagnent la fin prochaine d'Anlong Veng.

Le problème n'est pourtant pas là, mais au coeur du Funcinpec, dans les relations entre le Prince Ranariddh et les "dissidents", qui veulent le remplacer par Toen Chhay à la tête du parti. Qui va expulser qui ? Ces dissidents sont en fait largement majoritaires au sein du parti, les généraux Funcinpec auraient opté pour Toen Chhay, et plus de la moitié de l'Assemblée les soutient (*interview p. 3*).

Pour éviter une cassure grave, peut-être une vraie bataille, le PPC s'abstient, dit-il, de soutenir un côté ou l'autre. Il voudrait un Funcinpec fonctionnel, une Assemblée qui vote des lois, et des élections.

Il vient pourtant de donner une secousse nouvelle au Funcinpec, d'ordre juridique cette fois. C'est un coup de pouce donné aux dissidents et à Toen Chhay au moment où le Prince Ranariddh se résoud au dialogue. C.N.

Ros Hean

Député Funcinpec-bis de Prey Veng

Tant que le problème des khmers rouges n'est pas réglé, il ne peut pas y avoir d'élections. Ces gens sont très heureux de combattre. C'est ce qu'ils savent faire.

Dès 1975 a commencé le grand pillage de Phnom Penh, et cela recommencera, croyez moi, si le prince Norodom Ranariddh amène les khmers rouges à Phnom Penh, ils pilleront les marchés, les maisons, les dollars, les land-cruisers... Les leaders n'ont pas changé.

Samdech Krom Preah Norodom Ranariddh ne connaît pas les khmers rouges. Il a longtemps vécu en France, il est le fils du Roi, la vie pour lui a été facile. Moi-j'ai vécu ici pendant les khmers rouges... Je suis 1000 % contre leur retour. Ce n'est pas seulement mon opinion, ni seulement celle du PPC, c'est l'opinion de tous les Cambodgiens.

Ranariddh "one-man show"

Je tiens à dire que le problème maintenant n'est pas que l'Assemblée nationale ne se réunit pas. Elle n'est pas morte. Ni le gouvernement.

Nous devons revenir à l'origine du problème, qui est à l'intérieur du Funcinpec. Cela vient de ce que le prince Ranariddh est un "one-man show". Les gens qui sont autour de lui ne sont pas à l'aise (*"are unhappy"*), à cause de son caractère, et parce qu'il fait revenir les khmers rouges.

Comment les Cambodgiens pourraient-ils approuver le retour de Khieu Samphan ? Comment pourrait-on l'appeler Excellence ? Ce titre suppose que l'on a fait beaucoup pour le Cambodge. Mais on peut voir encore aujourd'hui des millions de squelettes Cambodgiens...

2 millions d'années de prison

Pour que des élections aient lieu, il faut que le problème des khmers rouges soit réglé. Je n'ai jamais cru à l'idée que les khmers rouges vont contribuer à restaurer le Cambodge. Ils vont contribuer à restaurer les tueries au Cambodge.

Que faut-il faire des khmers rouges ? Je suis totalement de l'avis du second Premier Ministre là-dessus, contre celui de Samdech Krom Preah. Ils ne doivent revenir que comme des citoyens, sans armes, sans demander de pouvoir, sans conditions. Les grands responsables, Khieu Samphan, Pol Pot, Ta Mok, ... Ieng Sary aussi, doivent être arrêtés, conduits en prison, traduits devant un tribunal. Et ce sera au tribunal de décider ce qu'il faut faire d'eux. Tous les Cambodgiens qui ont souffert sont de cet avis. Non seulement ils sont d'accord, mais encore

(suite page 2)

Om Yienteng

Conseiller du second Premier Ministre

Ce sont les élections qui régleront tous les problèmes en suspens, et voilà longtemps que nous y travaillons, que nous nous y préparons, comme à un examen, en sachant qu'il n'y aura que deux possibilités : être reçus, ou refusés. Nous avons beaucoup fait pour les villageois, qui seront finalement les juges. Mais si nous sommes recalés, nous formerons une opposition, et elle ne sera pas faible. Ce sera autre chose que l'opposition de Sam Rainsy !

Des deux questions qui se posent, Along Veng et l'Assemblée nationale, c'est le blocage de l'Assemblée qui est central. Pour les khmers rouges d'Anlong Veng, c'est déjà réglé.

L'Assemblée est bloquée à cause de l'affaire Toen Chay. Nous PPC, nous avons besoin qu'elle se réunisse, qu'elle vote les lois nécessaires aux élections, et que les élections aient lieu. Nous ne souhaitons pas que le Funcinpec se casse, bien au contraire nous en avons besoin pour que les élections se fassent.

pour débloquer l'Assemblée aider le Funcinpec

Hun Sen me l'a dit, nous avons un choix : ou bien aggraver la situation du Funcinpec, et peut-être le voir disparaître avant les élections, ou bien l'aider. Nous devons l'aider.

C'est pourquoi, d'une part, Hun Sen a récemment souhaité que le Roi revienne à Phnom Penh pour résoudre les problèmes; et d'autre part, nous voulons tout faire pour que les deux côtés du Funcinpec, même s'ils ne se réconcilient pas, au moins s'assoient ensemble pour travailler. Hun Sen est prêt à donner sa garantie écrite qu'il ne veut favoriser aucun des deux côtés, pour ne pas enfoncer l'autre. Nous l'avons dit à chaque côté. Du côté de Toen Chhay notre position est bien comprise. Du côté de Ranariddh, pas de réponse encore. Mais aux dernières nouvelles il serait d'accord pour rencontrer Toen Chhay.

Concernant Sirivudh, il faut rétablir les choses. Hun Sen ne s'oppose pas à son retour. Il n'a jamais dit qu'il ferait tirer sur son avion. Sur la demande précise des Ministres de l'Intérieur Sar Kheng et You Hockry aux deux Premiers ministres, il a répondu, par écrit, qu'il acceptait qu'il revienne. Ranariddh a donné son acceptation aussi, et a de plus demandé que Sirivudh soit enmené en prison par la police judiciaire. C'est alors que Sirivudh a fait sa tentative de retour en passant par Hong Kong. Et y

(suite page 2)

A l'intérieur

Entretiens Ros Hean pp. 1-2-3
Om Yienteng pp. 1-2-3-8
le PAM / WFP p. 4

Internet p. 5
déforestation p. 6-7
livres p. 8

ROS HEAN

(suite de la page 1)

ils donneraient de l'argent pour que ça arrive.

Ils voudraient pouvoir aller les voir en prison comme dans un musée. Les touristes pourraient aller les voir, dans des petites cellules, et le gouvernement pourrait en tirer beaucoup d'argent !

Pour Pol Pot, puisque Nhiek Bun Chhay et le prince Ranariddh savent qu'il est mort, il faudrait que son corps soit ramené à Phnom Penh, qu'on lui fasse une tombe, et que son esprit soit jugé au tribunal comme celui des autres responsables.

Avec 2 millions de morts, si on donne à ces gens 1 année de prison par Cambodgien mort, cela fait 2 millions d'années de prison !

Il ne faut pas éliminer les restes de ces morts, il ne faut pas les oublier.

aller doucement, ne rien casser

Les relations de notre président Toen Chhay avec les hauts responsables du Funcinpec comme Loy Sim Chheang, sont très bonnes. Nous soutenons le Funcinpec, nous ne voulons pas qu'il décline. Et nous savons qu'ils soutiennent notre action. Mais ils craignent d'aller trop vite, ils ne veulent pas "marcher dans un trou" et tomber... S'ils venaient tous ensemble pour nous soutenir, le Prince Ranariddh serait très mécontent, et cela créerait de grands problèmes. Voilà pourquoi S.E. Toen Chhay a décidé de ralentir. Aller trop vite pourrait créer de l'insécurité.

nous sommes le seul Funcinpec légal

Il n'en existe pas moins un seul Funcinpec, dirigé par S.E. Toen Chhay -actuellement aux Etats-Unis.

Nous ne disons pas que les membres restés fidèles à

Samdech Krom Preah sont nos ennemis. Ils sont clairement membres du Funcinpec. Le seul illégal est le Prince Ranariddh. Le Congrès du 1er juin l'a écarté. Oui, tous ensemble nous représentons le Funcinpec légal. Lors de ce Congrès nous étions plus de 800 (exactement 861). Les membres ont été invités par courrier, sous leur nom, selon nos listes. Nous avons évité toute menace. Plus de 900 avaient été invités, mais une cinquantaine, venus de province, ont été dissuadés d'assister, une fois à Phnom Penh, par les communiqués du prince Ranariddh à la radio et à la télévision.

Il y a eu contrôle des assistants. Ces 862 présents constituaient le Conseil national. Il n'y avait qu'un candidat sur le bulletin de vote, S.E. Toen Chhay, on pouvait voter *d'accord, pas d'accord, et abstention*. Toen Chhay a été élu à la quasi-unanimité. Le vote a été parfaitement valable.

impasse

Après ce Congrès, le prince Ranariddh a traité cette succession d'illégale et a décidé d'exclure du Funcinpec les dissidents, S.E. Toen Chhay, S.E. Ung Phan, huit membres de l'Assemblée nationale... Une plainte a été déposée par les expulsés auprès du tribunal de Phnom Penh. Pour l'instant il n'y a pas de réponse. Et le gouvernement n'accepte pas de reconnaître la succession du prince Ranariddh.

Depuis ce moment, le siège du parti est gardé par des forces armées, qui ne sont pas les nôtres -en tant que parti politique nous n'avons de forces armées- mais celles du ministère de la Défense (police militaire), pour prévenir un affrontement.

pas de dialogue

Nous les huit membres de l'Assemblée avons dit que nous n'étions pas d'accord avec la politique du prince Ranariddh, parce

(suite page 3)

OM YENTIENG

(suite de la page 1)

a renoncé en craignant une trahison de Ranariddh.

Ranariddh ou Toen Chhay ?

Au centre des problèmes actuels il y a donc l'Assemblée nationale, bloquée par l'affaire Toen Chhay. Depuis 1993 nous avons beaucoup fait pour maintenir la stabilité du Funcinpec, pour qu'il travaille bien avec nous non seulement au gouvernement mais surtout à l'Assemblée Nationale, parce que sinon, pas de lois, votées et pas d'élections.

Ranariddh a demandé que les députés "dissidents" soient expulsés du Funcinpec. En fait ils restent membres du parti. Le Roi, premier fondateur du parti, n'a pas encore donné son avis.

Le Président de l'Assemblée est maintenant Loy Sim Chheang, puisque Samdech Chea Sim, en l'absence du Roi, est Chef d'Etat par interim. Il ne réunit pas l'Assemblée parce qu'il y a plaintes de chaque côté devant le Tribunal municipal de Phnom Penh. Il semble aussi que le chiffre des opinions au sein du Funcinpec crée chez les députés une sorte de peur panique.

Nous PPC essayons de calmer le jeu pour que cette déchirure n'ait pas de conséquences hors du parti. Même cassé, il faut que le Funcinpec reste en mesure de travailler.

Nous pouvons mettre notre poids d'un côté ou de l'autre. Mais nous préférons l'utiliser à donner confiance à chacun des deux côtés, pour qu'ils puissent s'asseoir ensemble à l'Assemblée, dans le parti, et résoudre leurs problèmes.

Le Président du Funcinpec doit-il être Ranariddh ? Ou Toen Chhay ? Ca dépend de l'un et de l'autre. Notre but étant la stabilité politique, nous ne voulons chasser personne pour renforcer l'autre. Mais si Ranariddh jette toujours

des insultes contre nous, nous pouvons lui répondre que nous sommes toujours patients, que nous lui donnons toujours notre confiance, mais que si nous laissons parler les forces du cœur, il risque de perdre sa tranquillité.

Ranariddh se renforce contre Toen Chhay

Autre chose : en même temps qu'il est déchiré, le Funcinpec voit que la plupart des généraux sont du côté de Toen Chhay. Que faire, du côté Ranariddh, si l'on perd ces forces-là ? Il faut les remplacer très vite, et comment ? Par des khmers rouges d'anlong Veng. On en a transporté par toutes sortes de moyens, par hélicoptères, par voitures, ...

Ranariddh lui-même a déclaré que puisque Hun Sen peut commander 45 chars, il veut avoir des armes anti-chars en nombre suffisant. Il en a fait venir souvent, et une fois nous en avons intercepté presque 3 tonnes à Kompong Som.

On entend que Pol Pot est mort, puis, qu'il est malade... En fait on voit par des documents que Ranariddh a préparé le discours de Khieu Samphan. Les trois points y figurant (*les trois conditions demandées par Ranariddh pour que Khieu Samphan puisse rentrer à Phnom Penh ndlr*), cette lettre a été apportée à Khieu Samphan par Nhiek Bun Chhay, mais Khieu Samphan n'a pas accepté encore. C'est une sorte de pièce de théâtre.

A mon avis, si Ranariddh cherche ce renfort, ce n'est pas contre Hun Sen, c'est pour rééquilibrer ses forces vis à vis de Toen Chhay.

La réaction de Hun Sen, c'est que s'il aidait Ranariddh à exclure le parti de Toen Chhay, les généraux ne seraient pas d'accord. Alors où serait la stabilité politique que nous recherchons depuis 1993 ? Il reste 11 mois avant les élections !

Et supposons que nous aidions

(suite page 3)

A PROPOS ...

le Roi pourrait débloquer la situation

A cause de son état de santé, et parce que son retour à Phnom Penh "risque d'irriter certains hommes forts", le Roi a décidé de prolonger "indéfiniment" son séjour à Pékin. Pourtant, il semble qu'il ait un rôle irremplaçable à jouer, notamment pour amener le Conseil supérieur de la magistrature à siéger; ce qui

rendrait possible la création du Conseil constitutionnel. Hun Sen a exprimé le souhait que le Roi revienne à Phnom Penh pour débloquer la situation.

coups de pied

Brusque attaque juridique contre trois personnalités majeures du Funcinpec : le Prince Ranariddh, le co-Ministre de l'Intérieur You Hockry et Serei Kosal, conseiller du premier Premier Ministre. La Cour militaire de Phnom Penh

demande à l'Assemblée de lever l'immunité parlementaire du Prince Ranariddh, à cause du chargement d'armes, adressé à son nom, intercepté à Kompong Som le 26 mai. You Hockry aurait détourné de l'héroïne saisie. Serei Kosal serait responsable du clash du 17 juin. Il y a très peu de chances que ces demandes aboutissent : il faudrait une majorité de 2/3 à l'Assemblée. Inspirée par le PPC, cette attaque vise à affaiblir les

dirigeants du Funcinpec face aux "dissidents" menés par Toen Chhay.

élections : en mai 1998

Les deux premiers ministres se sont mis d'accord sur la date des élections législatives : mai 1998. Il y aurait ainsi exactement 5 ans entre les deux législatives.

Il est de moins en moins probable que les élections municipales puissent avoir lieu avant la fin de l'année. Les textes de loi sont

ROS HEAN

(suite de la page 2)

qu'il avait fait des fautes dans la direction du parti et dans la direction du gouvernement. Que nous approuvions au contraire les déclarations de S.E Toen Chhay, S.E. Ung Phan, S.E. Duong Khem.

Le prince Ranariddh ne nous a jamais fait de réponse, il n'a jamais reconnu ces erreurs, et il n'a jamais expliqué au public les raisons de ses décisions. Seulement annoncé notre expulsion de l'Assemblée Nationale et du gouvernement. Cela n'est pas de la démocratie.

Notre exclusion a été décidée par lui-même et le Comité directeur du Funcinpec. Ce n'est pas suffisant selon les règles du parti. Mais le prince Ranariddh n'écoute jamais personne, il décide seul.

une majorité de députés nous est favorable

Les autres partis de l'Assemblée, le PPC, le Molinaka, nous soutiennent sur ce point et ont signé pour que nous ne soyons pas exclus de l'Assemblée. 61 députés nous soutiennent, c'est à dire la majorité de l'Assemblée. Samdech Chea Sim est maintenant Chef d'Etat apr interim. Le vice-Président pour le Palais Royal Kong Sam Ol était en France.

Le Prince Ranariddh, qui a perdu Norodom Sirivudh, de son côté n'a été soutenu que par 49 députés et ne peut donc rien faire de plus. Pour décider d'exclure, ou de ne pas exclure, il faudrait les deux tiers des députés. L'Assemblée ne se réunit donc pas.

*Cambodge Nouveau
ne copie personne.
Ne le copiez pas !
Si vous le citez,
indiquez la source !*

(suite de la page 2)

Toen Chhay à liquider Ranariddh, croyez-vous que nous serions tranquilles ? Nhiek Bun Chay attaquerait tout de suite. Et si l'on déclenche les hostilités entre les partis politiques, ce ne seront plus de petites batailles entre gardes du corps comme la nuit du 17 juin, mais une guerre qui se répandra dans tout le pays et que nous ne saurons plus terminer.

le clash du 17 juin

Pour le clash du 17 juin, le mouvement initial est venu de Serei Kosal. Les événements de Battambang peuvent éclairer cela. A Battambang, Serei Kosal a mobilisé des forces, telles divisions dans telles Provinces, pour attaquer Battambang. Il voulait alors montrer que le Funcinpec a suffisamment de forces armées qui lui sont propres. Ce qui est contraire à la Constitution : l'armée est celle du gouvernement.

A Battambang il y a environ 50 chars et des forces gouvernementales importantes. Mais elles n'ont pas eu à bouger, c'est la police et les milices qui ont à elles seules tenu l'attaque en échec. Le ministre de l'Intérieur Sar Kheng a été sur place arranger les choses. Et on a vu que ces "troupes Funcinpec" n'avaient pas le moral, parce qu'elles ne sentaient pas une juste cause.

Serei Kosal a fait comme s'il avait gagné, il a eu des propos injurieux contre Hun Sen, mais nous ne l'en avons pas empêché, au contraire. Les pierres qu'on nous jette, nous nous en servons pour construire ! Nous ne devons pas répondre aux injures, si un chien aboie contre vous, il ne faut pas aboyer contre lui !

les ambitions de Nhiek Bun Chhay

Les gardes du corps ? Les deux Premiers sont autorisés à en avoir le même nombre. Il existe une sous-Division n° 70, sous le contrôle direct de l'état-major, avec 5 bataillons, le premier fournit les

OM YENTIENG

gardes du corps de Ranariddh, le second les gardes du corps de Hun Sen, le troisième est pour l'intervention, etc ... Ces gens sont payés par le ministère de la Défense, ce sont des soldats du gouvernement.

En dehors de ça, le premier Premier Ministre a des forces illégales organisées par le général Nhiek Bun Chhay qui voudrait "éclater" la situation pour jouer lui-même un grand rôle.

le Conseil supérieur de la magistrature

Il faut donc que maintenant l'Assemblée reprenne ses travaux et que les lois soient votées. Le monde entier a les yeux sur le Cambodge.

Il ne faut pas que la communauté internationale punisse tout le pays parce que quelqu'un a commis une faute.

Oui, Hun Sen souhaite que le Roi revienne. Lui seul peut résoudre un autre problème, celui du Conseil supérieur de la magistrature.

Il existe depuis 1994. Mais il ne s'est jamais réuni, sous la présidence du Roi, parce que Ranariddh estime qu'il est entièrement composé de PPC. Mais il ne peut pas être question de répartir les membres du Conseil Suprême selon les partis ! Ni les deux Premiers ministres, ni même l'Assemblée n'ont le droit de désigner ces membres. Encore moins les partis. Une entente entre les deux Premiers ministres là-dessus serait inconstitutionnelle. C'est le Roi lui-même qui peut nommer les membres du Conseil, c'est le Roi qui peut décider si la réclamation de Ranariddh est juste ou non.

(art 113 de la Constitution : *Le Roi est le garant de l'indépendance du pouvoir judiciaire. Dans cette tâche, le Roi est assisté par le Conseil supérieur de la magistrature.*)

Hun Sen l'a dit : "si vous voulez retirer ou désigner quelqu'un, laissez le Roi présider la première session, c'est à lui que cela revient".

Anlong Veng une affaire terminée

Pour les khmers rouges d'Anlong Veng, l'important est d'éviter qu'ils ne divisent le gouvernement. C'est nous au contraire qui devons les diviser.

Khieu Samphan, puisque les khmers rouges ont été mis hors la loi, a perdu ses droits civiques. Ce serait autre chose si le Roi l'amnistiait. Mais nous avons de bonnes raisons de penser qu'il ne le fera pas.

La question des khmers rouges d'Anlong Veng est en réalité déjà résolue entre les deux Premiers ministres. Ils se sont mis d'accord sur les principes, et on peut déjà prévoir les résultats. On n'attend que le moment. S'il y a encore un peu de théâtre, cela vient de Ranariddh. Le PPC estime que ce n'est pas la peine de dépenser encore une seule cartouche. Il vaut mieux les laisser se tuer entre eux.

On peut voir pourtant qu'il existe plus de discussions et d'entente entre les deux Premiers ministres qu'on ne croit. Voyez la visite de la délégation thaïlandaise. Tout s'est bien passé, à cause de cette entente.

Pour les soldats d'Anlong Veng, c'est déjà OK. Une difficulté vient de ce que ces khmers rouges ne veulent pas devenir les gardes du corps du premier Premier Ministre. Ils veulent être soldats du gouvernement. C'est là un échec pour Nhiek Bun Chhay.

En tous cas, on n'acceptera pas à Anlong Veng de zone ayant une certaine autonomie. Et tous les soldats seront ceux du gouvernement. Le Cambodge doit avoir une unité. C'est la Constitution. Tous les chefs seront jugés par un tribunal. Ieng Sary comme les autres si le tribunal le demande.

(suite page 8)

A PROPOS ...

prêts, mais ils doivent encore être examinés par le Conseil des Ministres et adoptés par l'Assemblée nationale -qui ne se réunit pas-, et il faut 6 à 8 mois de préparation technique (CN 73).

En plus des lois sur les partis politiques et sur les élections, manquent encore le Conseil supérieur de la magistrature et le Conseil constitutionnel.

Le Prof

Numéro spécial du *Bulletin trimestriel de l'Association des Professeurs de Français au Cambodge*. Le Président de l'APFC M. Sim Sieng Pav souligne la différence entre *éducateurs et enseignants* : "le rôle des professeurs au Cambodge (...) n'est pas seulement d'apporter des connaissances mais aussi d'enseigner à vivre". Un article sur la francophonie rappelle qu'il y a

environ 250 000 enseignants de français dans le monde, et 120 millions de "locuteurs".

erratum

Quelques mots ont sauté dans l'éditorial du n° 74. Le dernier paragraphe est à rétablir ainsi : "La motivation, maintenant, c'est est le business, l'emploi, les salaires, le niveau de vie. On a besoin des investissements et de l'aide internationale. Il ne faut pas tout gâcher".

Cambodge Nouveau est sur INTERNET

URL (adresse) :

http://www.refer.fr/CBODG_CT/accueil.htm

Sommaire de chaque numéro, reproduction de quelques articles. Prochaines améliorations : voir p. 5.

Programme Alimentaire Mondial objectif : infrastructures

Le PAM évolue. Son action au Cambodge a d'abord été d'intervenir dans des cas d'urgence, explique son directeur Philippe Borel : appuyer le retour de nombreux Cambodgiens au pays, puis assister leur réinsertion; ensuite contribuer à reconstruire le tissu social en "introduisant une composante de développement dans un système d'urgence".

Aujourd'hui, sauf cas exceptionnels tels qu'inondations, sécheresses ou défections de khmers rouges, ou encore après livraison de zones déminées, il n'y a plus d'interventions d'urgence.

Le PAM réoriente donc ses programmes en visant le développement de longue durée, en harmonie avec le plan national économique et social d'une part, avec les autres organisations des Nations Unies d'autre part.

Pratiquement, il se prépare à travailler étroitement avec le ministère du Développement Rural, aussi avec l'Agriculture, l'Éducation Nationale, la Santé, le Tourisme, la Culture.

Le développement à long terme qu'il faut viser maintenant demande des interventions lourdes. Il y a deux axes prioritaires :

- **réhabiliter les voies de communication** pour mettre fin au morcellement du marché. Faute de routes rurales et de moyens de

transport, bien souvent les villageois manquent de riz, ou ne peuvent vendre leur surplus, même si les chiffres de production nationale (1,6 million de tonnes) semblent établir l'"autosuffisance" du pays.

A cause de ce morcellement (et aussi de la spéculation) il existe d'énormes différences entre les prix du riz selon les districts, atteignant parfois 100 % comme le montrent les enquêtes réalisées semaine par semaine dans 6 marchés de province.

- **retrouver la maîtrise de l'eau.** "Qui contrôle l'eau contrôle le pays". Il s'agit ici de retenues, d'irrigation, de drainage, de canaux, de vannes. ... Le système n'a pas été entretenu depuis 25 ans, il est dans un état catastrophique. Les khmers rouges ont tenté de réaliser un programme de très grande envergure, mais ils ont complètement échoué.

Dans certains pays où se posent des problèmes similaires de maîtrise de l'eau, Sri Lanka, Pakistan, ... existe une *International Irrigation Management Institute*, financé par des organismes internationaux. C'est peut-être ce qui manque au Cambodge.

le rôle du PAM

Le Programme Alimentaire Mondial peut aider à la reconstruction et à la construction de ces infrastructures essentielles, en colla-

laboration avec les villageois et le ministère du Développement Rural, d'une part, et en complémentarité d'autre part avec les autres organismes, qui apportent la technique, tels que CARE, le BIT, USAID, la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement ...

Son instrument d'intervention : l'"alimentation pour le développement", succédant à "l'alimentation contre du travail" (*food for work*). Le PAM ne "donne" pas, mais apporte aux travailleurs une rémunération en échange de leur travail.

Ce qui lui manque : des partenaires ayant la technique et le matériel pour réaliser les infrastructures.

Pourquoi une rémunération "en nature" et non en cash ? C'est une préférence marquée dans les campagnes, notamment des femmes, sans doute parce que l'habitude de la monnaie manque encore. La monnaie inspire moins confiance, elle est sujette à variations, elle peut être volée, ...

Ce n'est que lorsque les infrastructures existent, remarque Colin Reef, Consultant au PAM, que l'on peut introduire des éléments plus modernes, notamment de nouvelles semences à meilleur rendement. Ces nouvelles semences doivent être achetées, toutes les quelques années, et elles demandent l'apport de fertilisants. Il s'agit donc d'un investissement.

Le paysan ne peut consentir cet investissement que s'il est sûr du résultat, c'est à dire s'il ne craint plus l'inondation ni la sécheresse, et s'il est sûr de

Le PAM, Programme Alimentaire Mondial (*WFP World Food Program*) au Cambodge, c'est environ 90 personnes, dont 10 internationaux et 80 Cambodgiens.

Budget : 24 millions de dollars pour la nourriture distribuée, sur 2,5 ans. Les principaux donateurs du PAM, dont le siège est à Rome, sont le Japon, l'Australie et le Canada. Autres donateurs : Union Européenne, Grande Bretagne, Allemagne, États-Unis, Suède, Norvège, Belgique, Pays Bas, France, etc ...

Les contributions se font sous forme de riz, mais aussi de poisson, d'huile, de sel, ... et d'argent.

Le budget global du PAM a augmenté d'année en année jusqu'en 1989. Les fonds depuis lors sont devenus plus difficiles à obtenir.

pour vendre son surplus de récolte. S'il ne craint plus, en prenant le risque d'investir, de se retrouver endetté.

Cette sécurité, c'est le système d'irrigation et les infrastructures (communications) qui l'apportent. C'est alors que le villageois pourra s'adresser sans crainte au crédit rural.

Le PAM doit présenter au Conseil d'administration en janvier 1998, à Rome, sa nouvelle orientation, initiée en 1997. Le programme doit couvrir la période 1998 - 2000 (*voir carte*).

un énorme potentiel

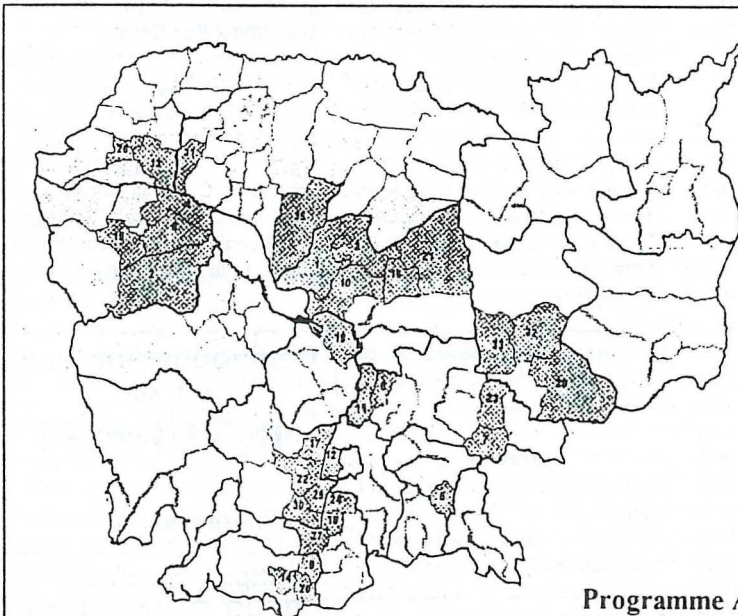
Le potentiel de développement du Cambodge est très important souligne Colin Reef. Le rapport entre les efforts de réhabilitation et les résultats ne peuvent être qu'excellents, étant donné le niveau mi-sérable de la situation actuelle. Quelques exemples :

- dans le nord-ouest on a observé qu'après l'amélioration des routes, le trafic y avait augmenté de 65 %. *La proportion des routes de bonne qualité* au Cambodge, par 1000 km², est de 3,5 km - comme en Ethiopie !

- *le rendement de la culture du riz* au Cambodge est d'environ 1,5 à 1,7 tonnes à l'ha. Au Vietnam, où l'on utilise de meilleures semences et des fertilisants, il est de 3,5 tonne/ha.

- *la proportion des surfaces irriguées* au Cambodge, par rapport aux surfaces cultivées, est de 4 à 8 %. Elle est au Laos de 17 %, en Thaïlande de 25 %, au Vietnam de 34 %.

Le Cambodge a donc devant lui une période où le rapport dépenses réalisées/effets induits est particulièrement favorable.



En grisé foncé les districts les plus pauvres. Ils ont été déterminés grâce à 2 enquêtes, l'une sur les productions agro-alimentaires, l'autre sur les données socio-économiques, en relations avec les comités provinciaux de développement rural. Les chiffres indiquent le "rang de pauvreté" : 1 = district le plus pauvre. Ces 35 districts les plus pauvres constituent la cible prioritaire du programme.

Programme Alimentaire Mondial
programme pour 1998-2000

INTERNET

en pratique

Le Cambodge est maintenant relié au réseau Internet par deux "serveurs", ou "infoports" : des relais entre les utilisateurs du Cambodge et le satellite qui les met en relations avec le reste du monde, et vice-versa.

Quel est l'intérêt d'Internet ? Comment, pratiquement, les particuliers peuvent-ils entrer dans ce monde nouveau ?

Quel intérêt ? Le réseau Internet rend deux sortes de services :

- il est un instrument de communication entre correspondants utilisant un ordinateur, où qu'ils se trouvent. Mieux que le téléphone, et beaucoup moins cher, il permet d'envoyer et de recevoir très rapidement des messages, des documents, y compris des photos. Beaucoup plus simple - et beaucoup moins cher - que le fax, puisqu'il permet un dialogue rapide sur écran.

- il donne accès à une quantité presque infinie d'informations, livres, documents, images, connaissances, ... interlocuteurs. C'est la partie la plus novatrice d'

Internet, une révolution dans la communication dont on commence seulement à mesurer, ou à imaginer, les effets.

Pour l'instant, ces deux utilisations ne sont que partiellement disponibles au Cambodge.

Ordinateur : il faut d'abord avoir un ordinateur. PC ou Mac. Cet ordinateur ne doit pas nécessairement avoir une grande puissance, un vieux 486 suffit, mais il doit en revanche disposer d'une importante "mémoire vive" : 16 megabits au moins. On peut l'augmenter sans grands frais.

Logiciel : il faut acquérir un logiciel, qui se présente sous forme de disquettes à charger dans l'ordinateur. Il en existe plusieurs sur le marché. Celui de Microsoft, avec Window 95, est gratuit. Le meilleur est NETSCAPE (2 disquettes).

Modem : c'est un boîtier électronique qui se branche à la sortie de l'ordinateur. Il convertit les signaux de l'ordinateur en "signaux téléphoniques" (du numérique à l'analogique). Et il "compresse" les données. Coût : de 50 à 150 \$.

Ligne téléphonique : il faut une

ligne de bonne qualité qui relie l'ordinateur aux "serveurs" ou "infoports", l'un situé à la poste centrale, l'autre chez Telstra, et c'est là une faiblesse du Cambodge : les lignes sont de mauvaise qualité. Conséquence : il y a saturation des lignes, les communications sont lentes, les images passent mal : il faut parfois 1/2 heure pour recevoir des photos.

Les "infoports" : ils assurent la liaison avec le satellite et réalisent l'"adressage" (comme un central téléphonique).

Ces infoports demandent un investissement important : 360 000 dollars en matériel, et 244 000 dollars par an (ou moins ?) de redevances à *Singapour Telecom*, intermédiaire commun aux deux infoports : celui de l'australien *Telstra*, dit **Big Pound**, et celui de l'IRDC (*Institute of Development and Research of Canada*) en joint venture avec le Ministère des Postes et Télécommunications), dit **CAMNET**.

Tous deux sont reliés à Singapour par une ligne dont la bande passante n'est que de 64 K, la capacité minimale pour utiliser Internet. Conséquences : le débit est très faible, il y a risque d'embouteillage. Pour des textes relativement courts, c'est bien suffisant. Pour des photos, c'est beaucoup plus aléatoire et peut être très long. Il est possible de "refuser les photos", le texte arrive ainsi beaucoup plus rapidement. La qualité d'un système est celle du maillon le plus faible ...

Le satellite : les "segments spatiaux", ou "faisceaux satellitaires" sont loués aux propriétaires du satellite à des grossistes, qui les louent à des

cascades de grossistes et de détaillants jusqu'aux sociétés utilisatrices.

Les tarifs : il y a d'une part les tarifs correspondant aux communications, au dialogue par Internet, aux courts messages ("E-mail"); ce n'est pas cher :

- chez **CAMNET**, 45 \$ d'inscription, et 25 \$ d'abonnement par mois pour 2 heures d'utilisation (heure en plus : 8 \$); 50 \$ d'inscription et 50 \$ d'abonnement par mois pour 6 heures d'utilisation (heure supplémentaire 8 \$).

- chez **Big Pound** : 60 \$ d'inscription, 200 \$ de dépôt de garantie, 60 \$ d'abonnement par mois pour 6 heures d'utilisation (heure supplémentaire 8 \$).

Pour l'utilisation "à plein" d'Internet, c'est à dire l'envoi et la réception rapide de messages importants (centaines de pages de texte, images complexes, etc ...), c'est beaucoup plus cher :

- chez **CAMNET** : pour 9,6 Kbits/s (qui ne garantit pas contre les embouteillages s'il y a beaucoup d'utilisateurs) : inscription 1000 \$, abonnement mensuel 2000 \$; pour combien de temps d'utilisation ? Ce n'est pas encore déterminé (non encore en service). Pour 19,2 Kbits (permettant une utilisation plus intensive) : 1000 \$ d'inscription et 4 000 \$ par mois (id°).
- chez **Big Pound** : de 1 300 à 2 400 \$ par mois.

(A noter : dans moins d'un an, nous dit Jérôme Rouer, directeur de *Cambodge-Contact* (voir encadré) sera disponible sur le marché un ensemble "téléphone-fax et accès à Internet avec écran" pour environ 250 \$. On pourra y brancher une imprimante).

exportations (suite)

Le chapitre "Exportations" de l'article "Economie et Finances" (CN n° 74 p. 4), aurait dû commencer ainsi : "Alors que les Douanes ont la possibilité de s'en remettre, pour les importations, aux contrôles à l'embarquement (PSI) réalisées par la société SGS, elles sont seules responsables des contrôles à l'exportation". Il est intéressant d'autre part de

noter la répartition et la valeur des exportations pour les 3 dernières années, qui n'a pas pu paraître dans cet article faute de place.

On voit notamment la très rapide montée des "produits GSP", qui deviendront bientôt la principale exportation du Cambodge (répartition, évolution de ces produits CN n° 71). Il s'agit ici de la valeur des exportations officielles, et non de ce qu'elles rapportent au budget.

exportations par produits (millions de riels)

produits	1994	1995	1996
grumes	361 080	273 938	137 980
bois sciés	206 270	179 079	252 091
produits de la pêche	6 015	4 711	8 103
caoutchouc	64 961	101 131	83 853
produits "GSP"	5 076	67 600	267 566
autres	21 643	31 590	26 010
total exportations	665 045	658 049	775 603
	579 212	1 456 457	914 287

source : *Revue de Statistiques Economiques et Monétaires de la Banque Nationale du Cambodge*, avril 1997.

Cambodge-Contact, créé par l'Aupelf-Uref, a constitué depuis 2 ans sous la direction de J. Rouer une importante banque de données sur le Cambodge : 4000 pages, plus de 800 sujets traités (système éducatif, ethnies, Angkor -avec des images-, des extraits d'environ 60 livres, Actualités, etc ...). Parmi les sources utilisées : *Cambodge Nouveau*. Les utilisateurs se comptent déjà par milliers. *Cambodge Contact* héberge d'

autre part *Cambodge Nouveau*. Les sommaires de chaque numéro sont reproduits, et certains articles.

Prochainement : - une indication plus précise du contenu de chaque numéro; - des renvois à *Cambodge Nouveau* lorsque la documentation de *Cambodge Contact* l'utilise; - et la possibilité de recevoir sur demande, à domicile (tarif à l'étude), le texte intégral de tel ou tel article de *Cambodge Nouveau*.

Global Witness, association indépendante basée à Londres, vient de publier (juin 1997) son 7ème rapport sous le titre "Just deserts for Cambodia?", un document de 50 pages très riche en informations recueillies sur le terrain, avec photos et cartes.

Comme *Cambodge Nouveau* vient de consacrer plus de 4 pages à la déforestation et à ses conséquences pour les finances du Cambodge et pour le Tonle Sap (CN n° 73) tenant compte d'ailleurs des précédentes recherches de *Global Witness*, nous ne donnons ci-après que l'essentiel de ces recherches nouvelles.

du mieux ... et du pire

Si l'ensemble du tableau concernant la déforestation du Cambodge reste très sombre, puisque la couverture forestière est passé de 70 % du pays en 1970 à 30-35 % aujourd'hui, et qu'il ne semble pas y avoir ralentissement, la coupe réelle étant estimée par *Global Witness* comme par l'étude Banque Mondiale/FAO/PNUD à 1,5 million de m³ par an, soit entre le double et le triple du raisonnable (et elle serait encore bien plus élevée selon R. Mottet, CN 73), cependant, note *Global Witness* dans ses conclusions : "depuis la mi-1996, avec le soutien technique et financier de la communauté internationale, le commencement d'une politique forestière bien pensée se met en place".

Quatre sociétés internationales (3 américaines, 1 australienne) rémunérées par la Banque Mondiale ont été choisies pour réaliser quatre projets d'assistance technique :

déforestation intensive

UN CAMBODGE DESERTIQUE ?

- maîtrise de l'exploitation forestière illégale et contrôle;
- organisation des concessions;
- réforme de la politique forestière;
- création d'un organisme juridique.

(Le risque existe, selon *Global Witness* que certaines compagnies empêchent par la force les agents de contrôle de se rendre sur leurs concessions ...

Du côté positif encore : le Min-

istre des Finances Keat Chhon vient de proposer que les compagnies versent au gouvernement non plus 14 \$ par m³, chiffre notoirement insuffisant, mais 174 \$ / m³ pour la première catégorie et 105 \$ pour la seconde, c'est à dire bien plus que le chiffre de 75 \$ / m³ suggéré dans le rapport Banque Mondiale/UNDP. Cette proposition doit bien sûr être approuvée par le Conseil des Ministres.

On peut ajouter à ce côté positif que "du côté de la frontière thaïlandaise", qui a fait jusqu'à présent l'objet presque exclusif des investigations, "la déforestation diminue, grâce aux pressions politiques internationales sur les gouvernements thaïlandais et cambodgien, et aux médias".

Mais d'une part c'est une situation encore "très fragile", car "de larges parties des provinces de Battambang et de Pursat restent

- qui dirige ? des compagnies étrangères
- qui abuse ? les compagnies, les deux PM, l'armée, les KR, les pays voisins, ...
- qui profite ? Les compagnies, l'armée, les autorités provinciales, ...
- qui est victime ? Les villageois, l'Etat, le Cambodge.

istres des Finances Keat Chhon vient de proposer que les compagnies versent au gouvernement non plus 14 \$ par m³, chiffre notoirement insuffisant, mais 174 \$ / m³ pour la première catégorie et 105 \$ pour la seconde, c'est à dire bien plus que le chiffre de 75 \$ / m³ suggéré dans le rapport Banque Mondiale/UNDP. Cette proposition doit bien sûr être approuvée par le Conseil des Ministres.

On peut ajouter à ce côté positif

sous le contrôle d'anciens khmers rouges", et d'autre part "dans le reste du Cambodge la déforestation illégale atteint un niveau de crise et la situation y empire à un rythme alarmant".

sombre panorama

Voici les principaux points que nous relevons dans le rapport *Global Witness*

- il y a très forte sur-exploitation. La surface forestière exploitable

au Cambodge est de 2,2 millions d'ha, estime la Direction des Forêts, mais les concessions accordées portent sur trois fois cette surface : 24 concessions couvrent 6,331 millions d'ha. Une concession de 460 000 ha était encore accordée en novembre 1996.

- pour une coupe de 10 m³/ha, norme recommandée, et un cycle de 30 ans, la production maximale annuelle est de 733 000 m³. Or il est admis que la production actuelle est de 1 500 000 m³ / an.
- 10 compagnies ont reçu l'autorisation officielle d'opérer en 1997, pour un total de 1,946 million d'ha. Mais il y en a 8 autres, au moins, qui opèrent sans autorisation. A quoi s'ajouterait l'activité de 13 compagnies plus ou moins officiellement reconnues.

- il n'y a pratiquement pas de contrôle, les pénalités sont faibles, les compagnies font à peu près ce qu'elles veulent;
- des compagnies légalement agréées abattent des arbres illégalement à l'intérieur et à l'extérieur de leurs concessions;
- l'armée contrôle l'exploitation forestière dans presque tout le pays;

- des groupes armés, y compris RCAF et khmers rouges, qui contrôlent les forêts s'opposent très probablement aux organismes d'investigation;

- des revenus considérables sont détournés vers un budget parallèle (voir encadré);

- toutes les concessions sont accordées par le département des Forêts du ministère de l'Agriculture, parfois par le département provincial, sans l'assentiment de l'Assemblée nationale, et sont donc illégales;

- "la plupart des activités de l'exploitation forestière sont réali-

dans les forêts obscures

Les recherches de *Global Witness* ont porté également sur les compagnies exploitantes. Quelques brefs extraits :

Pheapimex : compagnie nationale. "La pire, la plus corrompue". Elle a des concessions dans 4 provinces, notamment Stung Treng, opère pratiquement dans 11. La directrice est en très étroites relations avec les deux PM, leur verserait 5\$ par m³ ce qui paierait le logement de leurs gardes personnelles et aurait apporté 1,5 million de dollars au Funcinpec et au PPC (ensemble).

Everbright Pelico : chinoise, em-ploie des travailleurs malaisiens, exploite une zone khmère rouge entre Kratie, Preah Vihear et le Mékong, collabore étroitement avec les khmers rouges.

Macro Panin (ou *Macro Cambodia Forestry Ltd*) indonésienne, filiale du groupe bancaire Panin. Aucune expérience forestière. Enormes concessions de 1 432 930 ha (presque 8 % du

Cambodge) sur Stung Treng, Ratanakiri et Mondolkiri. N'aurait pas encore commencé à exploiter.

Samling : géant malaisien de l'exploration forestière, qui opère dans le monde entier. Concession de 805 409 ha (soit 4 % environ de la surface du Cambodge) dans les provinces de Kratie, Koh Kong, Kompong Speu, Kompong Cham, Mondolkiri. *Samling* a très mauvaise réputation pour son non-respect de l'environnement et des droits de l'homme, et perdrait pour cette raison de nombreux contrats dans le monde. *Samling* a construit une route de 148 km du Mékong (Chhlong) vers l'est, ouvrant la forêt sur 80 à 120 m de large, parfois 1 km, vers la réserve naturelle de Snoul, qu'elle traverse, et la concession *Samling* du Mondolkiri.

Bien que sans permis de couper pour 1997, *Samling* abat à un rythme élevé, souligne *Global Witness*, utilisant 50 camions chargés de

5 ou 6 troncs chacun, et réalisant 2 ou 3 trajets par jour.

Les graves accrocs au contrat ont motivé une lettre du Ministre de l'Agriculture aux dirigeants de *Samling* fin avril.

...

Commentaires : les réseaux formés par les investisseurs, les acteurs, les comparses et les bénéficiaires de l'exploitation forestière comptent peu de décideurs et sont très opaques. Les institutions officielles, la Direction des Forêts, les Finances, etc ... malgré leur bonne volonté n'ont elles mêmes qu'une connaissance très partielle de ces réalités. Bien loin d'être complices de la déforestation clandestine, ces institutions la désapprouvent, et ont sans doute aidé les investigations très méritoires de *Global Witness* sur le terrain. Depuis le début de l'année, des membres de *Global Witness* travaillent avec le ministère de l'Agriculture (CN 73).

sées avec le soutien actif des deux Premiers Ministres, qui ignorent et outrepassent la législation et les recommandations des Ministères, rendant inutiles les meilleurs projets".

On voit que *Global Witness*, à la veille de la réunion du Groupe Consultatif (1er et 2 juillet), n'a rien perdu de sa virulence.

plus de forêt dans 5 à 10 ans

Ses prévisions sont encore plus alarmantes que celles de R. Motet (CN n° 73) :

"Au rythme actuel de déforestation, le Cambodge aura perdu sa principale ressource naturelle dans 5 à 10 ans, et verra augmenter les graves conséquences écologiques qui affectent déjà les récoltes de riz et provoquent inondations et sécheresses".

dans l'est et le nord

L'apport principal de ce nouveau rapport de *Global Witness* c'est d'avoir porté ses investigations sur l'ensemble du pays, dont la situation forestière est encore mal connue.

Voici un abrégé de ces découvertes, pour quelques provinces.

Mondolkiri : l'armée contrôle entièrement l'exploitation forestière et travaille en étroite collaboration avec des hommes d'affaires importants. Les militaires non seulement facilitent l'exploitation et assurent la sécurité, mais ils sont eux-mêmes impliqués dans les opérations et dans l'exportation des grumes vers le Vietnam : en janvier 1997, 30 camions militaires étaient utilisés pour cela.

dollars manquants

Les concessions sont accordées aux compagnies pour 25 à 50 ans, contre une redevance sur le cubage abattu et une licence annuelle dans des termes qui leur sont extrêmement favorables : - royalties beaucoup trop faibles : 14 \$ /m3 (que la BM propose de monter à 75 \$ et le Ministre des Finances à 105 et 174 \$ selon la qualité); - exemptions de taxes; - pénalités très faibles.

Manque à gagner estimé sur les taxes à l'exportation pour 1997 : 5,4 millions de dollars.

Manque à gagner estimé (pour 658 035 m3 de bois officiellement prévus) à cause de royalties trop faibles (14 \$ par m3 au lieu de 75) : 39,5 millions de dollars.

Exemptions de taxes sur les exportations et sur les bénéfices:

Sur chaque m3 de bois, selon une proposition concernant 9 000 m3, l'armée toucherait 1 à 2 dollars, les vice-gouverneurs 1\$, le budget de la province 4\$. La plus grande partie du bois est exportée vers le Vietnam, par deux points de sortie légaux et de nombreux autres illégaux.

Quatre compagnies ont des concessions d'exploitation :

- *Samling*, malaisienne (voir encadré) : 805 400 ha dans 5 provinces; - *Macro Panin*, indonésienne, des concessions dans 3 provinces totalisant 1,432 million d'ha, soit presque un huitième de la surface du Cambodge; - *Chung Sing*, taïwanaise, 374.350 ha dans 3 provinces; - *Utama Overseas*, 119 700 ha.

Mais, observe *Global Witness*, aucune de ces 4 compagnies ne figure dans la liste officielle des compagnies exploitantes fournie par le ministère de l'Agriculture en mai 1997.

Le volume du bois coupé illégalement, stocké en six endroits, est de 26 477 m3.

Une scierie, joint venture entre des capitaux taïwanais et un fonctionnaire cambodgien, est en construction. Destination du bois : Taïwan via le Vietnam.

Sous prétexte de créer des plantations, observe *Global Witness*, on coupe de vastes surfaces boisées -et les plantations ne sont jamais créées.

Ratanakiri : ce n'est pas l'armée qui contrôle l'exploitation forestière, parce qu'il n'y a pas -jusqu'à récemment- de problème de sécurité, ce sont les autorités provinciales et la police. L'

exportation illégale vers le Vietnam se fait par six points de passage.

Les travaux d'infrastructure en principe réalisés avec les revenus du bois (en principe 1,1 million \$ d'août à décembre 1996) n'ont pas été réalisés. *Global Witness* note une grande quantité de routes forestières, des rivières obstruées ... Dans certaines zones, l'exploitation est "très intensive, bien au-delà des 10 m3 / ha, et le volume du bois gâché est extrêmement élevé. La valeur commerciale de la forêt va s'en trouver sans aucun doute diminuée, et les risques d'incendie seront accrus".

C'est la société *Macro Cambodia Forestry (Macro Panin, indonésienne)*, qui en principe, a la concession de la quasi-totalité de la Province, pour 50 ans, l'agrément remonte à septembre 1995. Mais il n'y a pas encore d'autorisation d'opérer.

En attendant d'autres concessions ont été accordées : 20 000 ha pour des palmiers à huile et 60 000 ha pour l'exploitation forestière à *Hero* (Taïwan), et d'autres concessions, annuelles, à de nombreuses compagnies cambodgiennes et vietnamiennes, pour un volume global théorique de 29 000 m3, qui serait en réalité de 55 000 m3 selon *Global Witness*.

Conséquences de l'exploitation actuelle : disparition des arbres à résine utilisée pour l'éclairage, disparition de la faune sauvage très recherchée, raréfaction des bois de construction, et très peu d'avantages, les rares salaires, 2 dollars par jour, étant en général donnés à la police communale. "Il y a un très fort ressentiment de la population, qui n'est pas consultée avant l'abattage, et pas dédommée après".

Stung Treng : l'armée, en collaboration avec les autorités provinciales, contrôle entièrement la province. Il y a des coupes illégales partout, particulièrement dans certaines zones à la frontière du Laos et de la Thaïlande. L'armée fournit la sécurité, et elle est impliquée aussi dans la coupe. Environ 1/3 des stocks illégaux de bois de la province sont le fait de l'armée. Elle possède aussi des scieries. *Global Witness* parle du "réseau indéchiffrable que forment les sociétés, l'armée et la police impliquées dans la

coupe et le traitement des arbres, créant une situation échappant à tout contrôle".

Dans la Province de Stung Treng, 45 % de l'exploitation forestière serait illégale.

Là comme ailleurs, le prétexte à la déforestation est souvent la création de vastes plantations (palmiers à huile etc ...). En fait les concessionnaires coupent et exploitent la forêt et ne créent jamais les plantations.

Les exportations à grande échelle de grumes ont cessé vers le Laos depuis le début de l'année, grâce au gouvernement laotien, note *Global Witness*. Restent des exportations en petites quantités de grumes de très grande qualité, et des incursions laotiennes.

La grande majorité des grumes de la province de Stung Treng descendent le Mékong sur des barges vers Phnom Penh et Neak Luong, escortées par des militaires de la Province de Kandal. Les compagnies exploitantes : *Pheapimex*, *Everbright Pelico*, *Macro Panin*, *EPAC Resources* (ou *Timas Resources*, ou *SK*) (voir encadré).

Les effets de la déforestation sont très négatifs pour les villageois, qui vivent en grande partie de la forêt (chasse, bois de construction etc ...). La "route Samling" de Chhlong à Snoul leur a d'abord été interdite (il y a maintenant des péages), comme toute coupe dans la concession. Les villageois sont aussi utilisés pour couper, et souvent sans aucune rémunération. Parfois des équipes de Vietnamiens coupent et transportent les grumes avec leurs propres camions.

Le rapport de *Global Witness* porte sur un grand nombre d'autres provinces : Kratie, Kompong Cham, Svay Rieng, Kampot, Koh Kong, Kompong Som/ Sihanoukville, Kompong Speu, Battambang/Pursat, Kompong Thom, Kompong Chhnang, Banteay Meanchey /Siem Reap, Preah Vihear, Kompong Chhnang... et abonde le plus souvent en informations détaillées, récentes (jusqu'en mai et début juin 1997), et appuyées par des photos y compris aériennes.

*Cambodge Nouveau
est entièrement
réalisé
au Cambodge*

LIVRES LIVRES LIVRES

Phnom Penh
Développement urbain
et Patrimoine

Tout sur Phnom Penh ! Réalisé sous la direction de Christiane Blancot, détachée par l'APUR (Atelier Parisien d'Urbanisme) au Bureau des Affaires Urbaines de la Municipalité de Phnom Penh, voici un beau livre, attrayant, intéressant, très bien illustré, une vraie "somme". C'est le fruit du travail d'une impressionnante équipe de professionnels : responsables dans les administrations cambodgienne et française urbanistes, architectes, photographes, historiens, cartographes, archivistes, enquêteurs, organismes officiels et privés de toutes sortes, experts et conseillers ... L'importance que les pouvoirs publics, de part et d'autre, attachent à cet ouvrage se voit bien aux signatures des textes liminaires : S.E. Vann Molyvann et le Ministre français de la Culture, et les Maires de Phnom Penh et de Paris. Pas étonnant : voici plus d'un siècle que Français et Cambodgiens travaillent ensemble sur ce chantier. Un apport particulièrement précieux de cette collaboration retrouvée : le relevé systématique du patrimoine architectural et urbain de Phnom Penh. Un état des lieux, après 20 ans d'abandon, suivis d'une reconstruction un peu anarchique. Bien sûr, les professionnels et les nostalgiques relèvent des destructions (la cathédrale ...), des disparitions ou dénaturations d'édifices anciens et de jardins, des morcellements d'espaces publics, ... Mais dans

l'ensem-ble, rien d'irréparable. "Phnom Penh demeure encore aujourd' hui une ville verte, peu dense, bien structurée et homogène". L'inventaire des sites et des édifices a permis de repérer 615 édifices, ensembles et sites. Au total : 1962 édifices. Sur ce nombre, une Commission ad hoc a proposé après étude, d'en classer 202. "Toutes les pagodes de la ville ont été retenues, ainsi que quelques maisons en bois à titre de témoignage". Pour les "compartiments", "les compartiments d'angle les plus remarquables et les séries homogènes qui donnent aux rues un caractère affirmé ont été proposés". Prolongement naturel de ce travail sur le patrimoine, le BAU a élaboré un projet de règlement d'urbanisme pour protéger la qualité de la ville. Il est explicité par de belles cartes en couleurs, à la fin du livre. Classement et règlement doivent maintenant être officiellement adoptés. On prendra plaisir à feuilleter ce livre abondamment illustré de photos, de cartes et de plans. On peut le lire aussi, et se laisser mener à la connaissance approfondie de quantité de sujets, si l'on suit les auteurs. Par exemple : le patrimoine archéologique des environs de la capitale, avec Bruno Bruguière; les Vatt de Phnom Penh, avec Olivier de Bernon; les premiers jours du nouveau Phnom Penh, avec Khieu Kanharith; la maison khmère, avec Phoueng Sophean; les problèmes hydrauliques de la ville avec Guillaume Stetten; le marché central, avec 4 pages de plans cotés et descriptions d'

Om Yentieng

(suite de la page 3)
Avec plaisir ! Pour l'instant il n'a que le droit à sa sécurité personnelle. Pol Pot est-il prisonnier ? Nous avons dit que nous l'admettons "provisoirement". C'est pour ne pas contrarier le Funcinpec. En fait nous ne le croyons pas, mais cela contribue à calmer le jeu et rend la conversation possible.

des khmers rouges
à Phnom Penh ?

Il faut en distinguer 3 catégories. D'abord, 3 à 400 "anciens khmers rouges", qui étaient souvent des cyclo-pousse, des mototaxis, nous en avons fait la liste, on leur a retiré leurs fusils. Ils sont neutralisés. Seconde catégorie : des "filiales" éventuel-les à Anlong Veng, encore mal connues. Enfin les khmers rouges transportés par Nhiek Bun Chhay : ils sont 568. Certains sont cachés, logés dans le camp du premier Premier Ministre de Tang Kasaing. 40 étaient logés au siège du Funcinpec, juste derrière l'Ambassade de France. L'ambassadeur a demandé qu'ils soient éloignés. Il en reste 11. Nous ne les croyons pas vraiment dangereux parce qu'après tant d'années dans les maquis,

époque (1938); les étapes de la construction de la ville, avec Christiane Blancot; les édifices les plus remarquables, Stade olympique, "Front de Bassac", Théâtre national, avec Guy Lemarchands ... La sortie de ce livre est saluée, illustrée, par une intéressante exposition au Centre Culturel Français.

Phnom Penh, Développement urbain et Patrimoine, 160 p. grand format, Ministère de la Culture et Atelier Parisien d'Urbanisme, photos, cartes, plans, bibliographie, 1997.

ils pensent plutôt à une vie plus tranquille, à envoyer les enfants à l'école ...

le clash du 17 juin

A l'origine, ce sont des gardes du corps du premier Premier Ministre, qui sont dans l'enceinte de sa maison, ce sont des khmers rouges dirigés par Serei Kosal. Ils étaient là depuis le 27 mai, pour déranger le Congrès de Toen Chhay (le 1er juin). Il y a des spécialistes du B40, dont celui qui est mort près de la maison de Hok Lundy, le chef de la Police. Quand le soir du 16 ils sont arrivés à la maison de Hok Lundy, qui n'était pas chez lui (il dinait avec Khiem Savuth, le chef de la prévôté militaire) les gardiens ont averti de ne pas aller plus loin. Celui-là a continué, il a tiré, dans la riposte il a été blessé et il est mort à l'hôpital. Le chef des gardes du corps de Hun Sen a téléphoné à celui de Ranariddh pour l'avertir qu'il ne s'agissait pas d'une attaque. Il n'y a donc pas eu "dérapage". Cela prouve bien qu'il y a une entente réelle.

ni assassinat ni coup d'Etat

Il n'y a eu ni intention de Ranariddh d'attaquer Hok Lundy, ni intention de Hok Lundy de tuer Ranariddh (comme le Premier l'a dit) : il a, tout près de la maison de Ranariddh, 600 policiers armés, s'il avait voulu faire un coup d'Etat, il s'en serait servi ! Et pourquoi Hun Sen ferait-il un coup d'Etat ? Il se mettrait dans l'illégalité, la communauté internationale le lâcherait ... ce seraient de grands problèmes. A ce propos, nous pensons que pour réussir un coup d'Etat, 8 heures suffiraient. Avec la police, les militaires, et pourquoi pas les 45 chars, au moins, de Phnom Penh ... (il y en a près de 800 au Cambodge) (à Anlong Veng, il y en a une douzaine, 2 amphibies capturés à l'armée à Pailin, les autres chinois). Mais il n'y a aucune raison !

Petites Annonces

Immobilier

Bureau à louer / Office for rent
n° 394, Sihanouk street,
350 m² par étage
2ème étage : 2000 \$/mois
3ème étage : 1500 \$/mois
Bureau à vendre / Building for sale
n° 13 - 15, rue 88
dimensions : 20m x 18 m par étage
six étages
prix demandé : USD 400 000
Pour plus de renseignements,
contacter svp
Canadia Bank Ltd
n° 263 rue An Duong Phnom Penh
M. Bun Khim

tel (855-23) 724672 - 426-046

A vendre :

Hôtel 5 niveaux
surface utilisable : 4 500 m²
environ
situation exceptionnelle sur le
fleuve, près du Palais Royal
Pour tous renseignements
contacter
tel 018 810 345

Bureaux à louer :

Centre d'Affaires
149-151 rue 110
Pour tous renseignements contacter
tel 018 810 345

CAMBODGE
NOUVEAU

le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investis-
sement

Cambodge Nouveau
bi-mensuel
Politique, Economie, Finances

Directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel
Enquêtes : Suy Sothea
Mise en page : Pen Mary
Impression : CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh
CAMBODGE NOUVEAU
tel (015) 91 19 67
est vendu uniquement par abonnement
exemplaire gratuit sur demande